

La situation économique

Nous avons entendu ce soir comme à d'autres occasions, et encore au cours de la période des questions aujourd'hui, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) dire que le gouvernement avait le devoir de protéger ceux qui n'étaient pas capables de se protéger eux-mêmes. Personne à la Chambre ni personne dans le pays, je le suppose, n'est en désaccord là-dessus en principe. Pour ma part, je n'en disconviens pas et, que je sache, personne dans notre gouvernement ni personne qui appuie notre gouvernement ne disconvient que le gouvernement a le devoir de protéger ceux qui ne peuvent pas se protéger eux-mêmes.

Mais il n'est pas réaliste de s'attendre—et je mentirais en disant le contraire—qu'un gouvernement protège tous et chacun contre l'adversité. C'est le genre d'affirmation que fait le député de Saint-Jean-Ouest au cours de la période des questions depuis quelques jours. Il est grand temps que les conservateurs prennent une décision à ce sujet. Ou le gouvernement pose à l'ange gardien du consommateur dans toutes les relations, ce que préconise depuis quelques jours le député de Saint-Jean-Ouest, ou il prend un certain recul et intervient moins dans la vie quotidienne des gens, ce que l'on a aussi entendu le député de Saint-Jean-Ouest préconiser en d'autres occasions. Cet automne, le 29 octobre plus précisément, au cours du débat du budget, le député de Saint-Jean-Ouest a dit à la Chambre: «Il serait bon de réduire l'ampleur du gouvernement». Il faut qu'il prenne une décision; il ne peut vouloir le drap et l'argent. Il ne peut affirmer d'une part que le gouvernement devrait diminuer en importance et fournir moins de services et d'autre part, quand cela l'arrange, affirmer que le gouvernement devrait protéger le consommateur au maximum. Je l'invite à faire son examen de conscience et à se décider d'un côté ou de l'autre. Ni lui ni les conservateurs, en général, ne peuvent avoir les deux choses à la fois.

● (0150)

Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) et d'autres orateurs qui ont pris la parole ce soir ont formulé un certain nombre de suggestions au sujet de la façon de résoudre le problème auquel nous sommes confrontés. On nous a dit par exemple qu'il fallait un effort concerté pour réduire la hausse de l'indice des prix à la consommation, que nous devons nous y atteler par tous les moyens et nous attaquer à l'inflation dès maintenant. Je suis certain que le député de Saint-Jean-Ouest a eu l'occasion, surtout lorsqu'il détenait le portefeuille des Finances, d'obtenir l'avis d'économistes. Or les économistes s'accordent universellement pour dire qu'un effort concerté destiné à juguler l'inflation, sans égard à d'autres considérations, aurait des conséquences d'une extrême gravité, tant du point de vue monétaire que d'autres points de vue. L'effort irait à l'encontre de l'objectif initial. On admet volontiers à l'heure actuelle qu'il est possible de juguler l'inflation, mais le remède pourrait tuer le malade; nous gagnerions une bataille et perdrons la guerre. Le député de Saint-Jean-Ouest nous dit en substance: «Je pourrai vous guérir immédiatement après l'autopsie». Il veut juguler l'inflation quel qu'en soit le prix.

Bien sûr, tout le monde voudrait qu'il y ait moins d'inflation et que les taux d'intérêt soient moins élevés, mais il faut encore faire face à la réalité. Il faut se demander: Si je prenais telles ou telles mesures pour combattre l'inflation, quelles répercussions auraient-elles sur l'économie? Si je prenais telles autres mesures pour faire baisser les taux d'intérêt, feraient-elles plus

de mal que de bien? Voilà le genre de questions que se posent, dans une forme beaucoup plus technique, des gens comme le gouverneur de la Banque du Canada et d'autres avant de prendre les mesures irréféchies qu'on a préconisées ce soir à la Chambre.

Je ne me rendais pas compte que le temps avait passé si vite, monsieur l'Orateur. J'aurais voulu présenter quelques propositions au député de Broadview-Greenwood (M. Rae) pour répondre à ses observations. Mais, pour conclure, je voudrais dire au député de Saint-Jean-Ouest que la Chambre s'attendait de sa part, à titre d'ancien ministre des Finances, à une évaluation réfléchie et lucide de la conjoncture économique. Malheureusement, son attente a été déçue, car il ne nous a servis que des discours oiseux. Il a d'autres chats à fouetter ces jours-ci, la course au leadership tory, par exemple. Je l'exhorte ainsi que le député de Yellowhead (M. Clark) à cesser de faire leur campagne à la Chambre. Ils ont...

M. l'Orateur adjoint: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire participer à ce débat que je considère comme étant historique étant donné les circonstances. Je pense que le nombre important d'orateurs fait la preuve de l'importance de ce débat. J'écoutais tantôt le député qui vient de terminer son discours et qui tentait avec je ne sais quel courage, mais j'en suis à penser que ce n'est plus du courage, de faire croire aux Canadiens que cela n'allait pas si mal. C'est incroyable, quand je regarde les efforts que font ces gens d'en face pour tenter de sauver leur propre gouvernement, qui sont responsables d'une situation parce qu'ils n'ont pas su assumer leurs responsabilités lorsque c'était le temps.

Aujourd'hui on se rend compte que les Canadiens sont traumatisés, inquiets, on dit que 63 p. 100 des Canadiens envisagent l'avenir économique de leur pays avec pessimisme et inquiétude. On nous rappelle par un sondage que 40 p. 100 des ouvriers canadiens actuellement s'inquiètent de conserver leur «job», on ne parle plus de 1,400,000 chômeurs, responsabilité du gouvernement qui est en face, 40 p. 100 des gens qui travaillent s'inquiètent aujourd'hui. Je pense que ces pourcentages, ces considérations-là, nous obligent à saisir ce gouvernement et à lui demander de retomber sur ses deux pieds. Et lorsque je dis que ce n'est pas la nouvelle d'aujourd'hui, à savoir, que les taux d'intérêt sont renversants et que les projections sur le taux d'inflation dépassent de beaucoup déjà ce que le ministre des Finances (M. MacEachen) avait pu inventer il y a quelques semaines. C'est le résultat de 13 ans à ma connaissance. On serait arrivé à la Chambre il y a 13 ans, et on avait alors 300,000 à 400,000 chômeurs. On en a maintenant 1,500,000, 500,000 jeunes de moins de 24 ans.

Mon préopinant a ramené l'histoire des pensions de la sécurité de la vieillesse, monsieur le président. Pense-t-on que cela rassure les Canadiens? On n'est pas contre cela les pensions de la sécurité de la vieillesse, au contraire. Il avait envie de dire que les libéraux ont fait quelque chose depuis quelques années. On nous ramène une histoire de 30 ans. Il y a quelque chose de plus urgent, monsieur le président. Il y a une situation qui existe et qui inquiète énormément les Canadiens, et je pense que les députés doivent s'exprimer et demander à ce